



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Trente-troisième session

Rabat (Royaume du Maroc), 26-28 mars et 18-20 avril 2024

Exploiter la science et l'innovation pour accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)

Résumé

Le présent document offre une synthèse des principales questions et stratégies à prendre en compte pour accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture africaine en exploitant la science et l'innovation dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Il examine la synergie à l'œuvre entre les dernières avancées scientifiques et les pratiques innovantes adoptées pour stimuler la productivité et la compétitivité agricoles, car elles contribuent de manière déterminante à définir l'avenir de l'agriculture et à garantir la sécurité alimentaire.

L'amélioration de la productivité de l'agriculture africaine se heurte de longue date à des défis, qui vont de la taille limitée des exploitations à des systèmes fonciers non incitatifs en passant par le manque d'accès aux intrants, aux technologies et à l'innovation, la faiblesse des capacités technologiques et institutionnelles, l'inadéquation des cadres juridiques et réglementaires et l'insuffisance des infrastructures de transport, de stockage et de commercialisation. En outre, les contraintes induites par les politiques commerciales et macroéconomiques ont faussé la structure des incitations au détriment de l'agriculture et des exportations. Les agriculteurs africains manquent des moyens nécessaires pour accéder aux marchés et des informations dont ils ont besoin sur la production et les débouchés commerciaux. En libérant le plein potentiel de la science, des technologies et de l'innovation, on pourrait jeter les bases d'une transformation indispensable vers des systèmes agroalimentaires *plus* efficaces, inclusifs, résilients et durables, ainsi que d'un accroissement des débouchés favorisant une croissance durable et inclusive et la réalisation d'une vision de la ZLECAf.

Les documents de la session peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

Suite que la Conférence régionale est invitée à donner

La Conférence régionale est invitée à:

- a) reconnaître que la science et l'innovation jouent un rôle crucial dans le renforcement de la productivité agricole, de la compétitivité et de la sécurité alimentaire, déterminant le succès et l'utilité fondamentale de la Zone de libre-échange continentale africaine;
- b) appeler les pays à:
 - i. accroître le financement de la recherche-développement agricole en se concentrant sur des domaines prioritaires tels que les cultures résistantes à la sécheresse, l'agriculture climato-intelligente, l'agriculture de précision et l'amélioration des techniques de stockage et de transformation;
 - ii. créer des espaces/platformes dédiés où les scientifiques, les innovateurs financiers et techniques, les agriculteurs et les entrepreneurs puissent collaborer pour relever des défis communs, élaborer des solutions partagées et faciliter le partage des connaissances et le transfert de technologies par-delà les frontières;
 - iii. mettre en œuvre des politiques qui protègent et encouragent l'innovation tout en garantissant un accès équitable au savoir et à la technologie;
 - iv. développer l'accès à une énergie fiable, à l'électricité et à une infrastructure Internet stable et fiable, indispensable pour déployer des outils d'agriculture de précision, accéder à l'information relative aux marchés et faciliter le commerce électronique de produits agricoles;
 - v. promouvoir des partenariats public-privé (PPP) qui aident à concevoir et à déployer des solutions innovantes;
- c) investir dans l'éducation, la collecte de données et l'analyse en renforçant les systèmes nationaux d'information agricole et en encourageant le partage transfrontière de données et d'informations, et à appeler la FAO à:
 - i. faciliter le partage de données d'expérience et l'apprentissage mutuel au niveau régional en Afrique ainsi qu'entre les régions en utilisant ses plateformes.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:

Secrétariat de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique

ARC-Secretariat@fao.org

I. Introduction

1. L'augmentation de la productivité et de la compétitivité agricoles pour accélérer la croissance de ce secteur sont deux préalables au développement global de l'Afrique, la majorité de la population dépendant largement de l'agriculture. En Afrique, la croissance agricole ne suit pas la croissance économique mondiale et le continent, par ses résultats agricoles, a pris du retard par rapport aux autres régions en développement du monde. La productivité de l'agriculture africaine est faible, les rendements agricoles du continent ayant stagné par rapport à ceux du reste du monde. Près de la moitié de la main-d'œuvre travaille dans l'agriculture et la productivité du travail est très faible. En Afrique subsaharienne, la «valeur ajoutée» agricole par travailleur est inférieure à la moitié de la moyenne mondiale.
2. Les rendements des principales cultures céréalières stagnent à moins de 25 pour cent de ceux qu'il est possible d'atteindre. Ces faibles rendements sont largement imputés à un accès limité aux intrants modernes, à des techniques agricoles dépassées et à l'absence de services de vulgarisation et de conseil, à des infrastructures insuffisantes et à une faible efficacité d'utilisation des intrants dans des conditions de culture pluviale où le changement du climat et sa variabilité associée à de fréquentes calamités naturelles et anthropiques ont réduit les rendements des cultures et la productivité de l'élevage. Dans certaines régions d'Afrique, la faible productivité agricole est liée à des conditions climatiques défavorables souvent associées à des maladies et à des ravageurs transfrontières. La faible productivité a entraîné une augmentation de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté et de la malnutrition, qui risquent de s'aggraver à mesure que la population croît, à moins que l'on améliore l'investissement, le savoir et l'innovation et que l'on accroisse l'appui à la mise en œuvre de la ZLECAf. Ces facteurs ont considérablement nui aux petits agriculteurs de subsistance, dont la plupart sont des femmes.
3. Les mauvais résultats du secteur agricole ont contraint de nombreux agriculteurs et autres communautés dépendantes de l'agriculture à adopter des pratiques qui dégradent les ressources foncières, épuisent les forêts et autres végétations naturelles et nuisent aux ressources marines et autres ressources aquatiques. Néanmoins, l'agriculture (y compris la production végétale, l'élevage, la pêche, la sylviculture et la transformation) restera le moyen le plus important de lutter contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté en Afrique, d'y stimuler la croissance économique et d'y renforcer la transformation économique en élevant les revenus ruraux, en créant des emplois et en accroissant les recettes publiques.
4. L'agriculture africaine a montré ces dernières années des signes prometteurs de progrès, sa productivité ayant augmenté de 13 pour cent en moyenne chaque année entre 2015 et 2020. La FAO, dans le cadre de son domaine prioritaire de programme relatif à *l'amélioration de la production*¹, ainsi que d'initiatives maison telles que Main dans la main et 1000 villages numériques, donne aux pays, aux agriculteurs familiaux et aux petits producteurs les moyens d'adopter des pratiques, des technologies et des politiques durables. Cela permet de stimuler la productivité des cultures, de l'élevage et de la sylviculture tout en optimisant les systèmes agricoles. La science et l'innovation ont été identifiées comme deux des principaux accélérateurs de la transformation de l'agriculture. C'est pourquoi leur exploitation pour une production agricole durable de haute qualité, très efficace et diversifiée figure en bonne place dans le programme d'amélioration de production de la FAO.
5. Malgré les nombreux problèmes, les perspectives à long terme de l'agriculture africaine demeurent solides, l'Accord portant création de la ZLECAf devant changer la donne pour ce qui est de transformer les systèmes agroalimentaires africains, stimulant les échanges agroalimentaires extra- et intra-africains, développant l'investissement, créant un marché unique, accroissant la productivité et la compétitivité, et réduisant la pauvreté et la faim. Selon les projections de la Banque mondiale, la ZLECAf pourrait accroître les revenus du continent de 7 pour cent et sortir 40 millions de personnes de l'extrême pauvreté, principalement en

¹ <https://www.fao.org/strategic-framework/fr>.

stimulant le commerce intrarégional. La ZLECAf offre de nombreuses autres possibilités de développer le secteur agroalimentaire, notamment de diversifier les moyens de subsistance et de proposer des aliments sains et nutritifs en utilisant les ressources propres de l'Afrique tout en réduisant la dépendance à l'égard des importations.

6. Toutefois, il faut, pour atteindre les objectifs de la ZLECAf, fortement améliorer la productivité agricole de l'Afrique afin de renforcer sa compétitivité² au niveau tant régional que mondial.
7. Les coûts commerciaux élevés jouent un rôle disproportionné dans la taille des nouveaux exportateurs et dans la survie des exportateurs africains. En outre, les différences de ces coûts entre les pays africains sont un facteur qui explique la plus faible diversification des marchés des exportateurs de pays enclavés. L'une des principales conclusions en est que la ZLECAf peut conférer de nombreux avantages en termes de flux d'exportation et de marchés de destination. Cependant, sans amélioration des connaissances et de l'innovation pour renforcer les capacités de production, la diversification des produits d'exportation restera probablement limitée.

II. Stratégies d'accroissement de la productivité et de la compétitivité de l'agriculture africaine

8. Dans de nombreux pays africains, la plupart des gains de productivité ont été obtenus en étendant les terres, et en utilisant très peu les techniques d'accroissement des rendements. Il faudrait, pour accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture, adopter une approche globale qui passerait par des mesures propres à améliorer les rendements, à promouvoir une intensification durable de la production partout où cela est nécessaire et possible, à réduire les pertes après récolte grâce à l'utilisation de la science moderne et de l'innovation dans l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production à la consommation, et à améliorer la transparence du marché. Il est de plus en plus admis que l'un des moyens viables d'accélérer la sécurité alimentaire, de stopper la dégradation des terres et de résoudre les problèmes fonciers est de recourir à la science, à la technologie et à l'innovation pour une gestion durable des terres et de l'eau.
9. Une approche holistique combinant réglementation, innovation et améliorations sectorielles est essentielle pour accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture africaine. Il faudrait, pour ce faire: (i) améliorer l'accès aux ressources, aux intrants, au crédit et à d'autres services de conseil en fonction du contexte local et des besoins des petits exploitants; (ii) améliorer l'efficacité d'utilisation des intrants, y compris par une irrigation efficace et une amélioration des nutriments de l'eau en introduisant des méthodes scientifiques et innovantes pour réduire l'«écart de rendement» et en concevant un mélange optimal de modèles de culture et d'entreprises; (iii) accroître les possibilités de valorisation des produits agricoles issus de cultures locales et sous-utilisées et associer les petits exploitants aux marchés locaux; (iv) promouvoir des politiques et des plans d'investissement factuels et habilitants pour accroître la productivité de l'agriculture africaine en s'appuyant sur les politiques régionales et nationales existantes; (v) améliorer l'accès aux marchés, la réglementation et la gouvernance; (vi) exploiter les technologies de l'information; et (vii) réformer la propriété foncière en faisant de l'inclusion un moteur de développement.

² Pour un examen plus poussé du commerce intrarégional et la compétitivité, y compris les différentes méthodes de mesure de la compétitivité, voir: *Africa Agriculture Trade Monitor 2019*, par Antoine BOUËT et Sunday P. Odjo (dir. coll.), Akademiya2063/International Food Policy Research Institute (IFPRI), <https://doi.org/10.2499/9780896296909>.

III. Exploiter la science et l'innovation pour accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture dans le contexte de la ZLECAf

10. La science et l'innovation peuvent aider de façon déterminante à améliorer la productivité et la compétitivité du secteur agroalimentaire. Il faut, pour soutenir la croissance économique du continent, assurer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté, accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture africaine, mais il faut, pour cela, que les pays africains exploitent la science et l'innovation pour diversifier les produits avec des aliments nutritifs; transformer les aliments de façon à en prolonger la durée de conservation et à les rendre sains plus faciles à préparer; améliorer le stockage et la conservation des aliments pour en conserver la valeur nutritionnelle et en assurer la sécurité sanitaire; et innover pour étendre la disponibilité saisonnière et réduire les pertes d'après-récolte et le gaspillage de nourriture. Il faut pouvoir disposer d'innovations évolutives et abordables telles que les semences tolérantes à la sécheresse, l'analyse de données, la médecine vétérinaire et les plateformes commerciales de téléphonie mobile. Il faudrait de surcroît mettre à disposition des technologies qui, fondées sur la science et l'information, aident à gérer les risques omniprésents dans l'agriculture tout en améliorant la durabilité et la compétitivité.
11. Aussi prometteuse soit-elle, la ZLECAf est une condition nécessaire mais non suffisante pour accroître effectivement la productivité et la compétitivité du secteur agroalimentaire africain, car pour qu'elle réussisse, il faut surmonter plusieurs contraintes, dont la principale est la question transversale de la science et de l'innovation. La science et l'innovation sont essentielles pour parvenir, tâche complexe, à accroître la productivité et la compétitivité et pour relever le défi global du commerce agricole que pose la ZLECAf. En substance, la question n'est plus de savoir si la science et l'innovation sont essentielles pour transformer les systèmes agroalimentaires africains et mettre en œuvre la ZLECAf, mais comment faire pour, en développant les capacités de recherche scientifique et l'adoption de technologies, accélérer le commerce agroalimentaire dans le cadre de cette dernière.
12. Le commerce intra-africain a besoin de technologies innovantes de stockage et de chaîne du froid qui permettront à davantage de produits agricoles d'atteindre des marchés plutôt que des décharges. Les technologies de l'information permettent aux agriculteurs d'accéder à des informations vitales sur les prix du marché, la météo, les parasites, la santé des sols et l'agriculture de précision, et les outils de gestion des données aident les producteurs à réduire les coûts et à conserver les ressources rares, accroissant ainsi la productivité et la production agroalimentaire.
13. La FAO a mis en avant un ensemble de solutions scientifiques, technologiques et innovantes que l'on pourrait utiliser pour accroître la productivité agricole en Afrique: (i) des systèmes d'exploitation et de culture qui accroissent la fertilité et la santé des sols; (ii) des systèmes d'irrigation qui utilisent plus efficacement les quantités limitées d'eau, et la plantation de cultures alimentaires qui nécessitent moins d'eau et/ou des variétés améliorées qui utilisent plus efficacement l'eau disponible; (iii) des pratiques agronomiques efficaces qui prennent en compte les dates optimales et la densité de plantation; et (iv) des variétés de cultures améliorées qui ont un meilleur rendement et répondent mieux aux pratiques de gestion améliorées.
14. Il est essentiel de promouvoir et d'utiliser les technologies numériques, de recourir à l'agriculture de précision et de renforcer l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC). On pourra utiliser la collecte de données en temps réel au moyen d'applications mobiles simples ou de drones économiquement abordables équipés de caméras basiques pour cartographier les champs, détecter les foyers de ravageurs et de maladies, et évaluer la santé des cultures, même dans les zones reculées. On pourra également utiliser les compétences et nouvelles connaissances en matière de technologies de capteurs et d'acquisition, de stockage et de partage de données pour développer l'inspection à distance de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments. On pourra développer les TIC et l'infrastructure numérique dans tous les secteurs et aider ainsi les acteurs du secteur agricole à mieux connaître les modalités de production et les flux d'informations sur les marchés.

15. Il importe, pour faciliter la cocréation et améliorer l'accès des petits exploitants aux innovations et technologies appropriées, de promouvoir les systèmes intégrés d'innovation agricole (SIA) en renforçant les systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) et les services de vulgarisation et de conseil agricoles.
16. En améliorant les liens entre l'enseignement, la recherche et la vulgarisation agricoles et en introduisant des politiques et des réglementations favorables au moyen de mécanismes de participation multipartites, y compris des centres d'innovation, on pourrait favoriser le codéveloppement de technologies et d'innovations. Avec des systèmes d'innovation agricole fonctionnels, on pourra faire en sorte que les agriculteurs aient accès à des semences de qualité, à des engrais et à d'autres intrants agricoles, ainsi qu'à des informations sur les marchés qui les aident à prendre des décisions éclairées sur les cultures à développer et le moment de les vendre. La ZLECAf pourra aider à créer des centres de recherche panafricains chargés d'élaborer des solutions aux problèmes agricoles communs à l'ensemble du continent.
17. Pour que le secteur agricole africain soit à même de relever le défi de la ZLECAf, il faut innover davantage dans le secteur agroalimentaire tout en exploitant le plein potentiel des technologies existantes et nouvelles. Il faudrait que les États Membres africains visent, pour accroître la production et la compétitivité, des innovations à fort impact, comme l'adoption de technologies numériques pour une production intelligente, l'amélioration de la transparence du marché et la facilitation d'un commerce intra-africain sûr, l'adoption de technologies innovantes qui, améliorant l'efficacité de transformation des aliments, favorisent le commerce intra-africain, l'adoption, en matière d'emballage, d'innovations qui prolongent la durée de conservation des aliments et puissent réduire le gaspillage alimentaire, et l'adoption d'autres innovations technologiques capables d'optimiser l'utilisation des ressources.

IV. Mesure dans laquelle les gouvernements pourraient exploiter la science et l'innovation pour accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture dans le contexte de la ZLECAf

18. Bien que l'innovation soit essentielle à la transformation de l'agriculture, notamment à l'accroissement de sa productivité et de sa compétitivité, le manque de fonds publics a entravé son développement. Certains Membres africains, cependant, ont créé des fonds nationaux pour la recherche et l'innovation. Il est essentiel que tous, dans leurs stratégies de développement, investissent en priorité dans la science, l'innovation et l'entrepreneuriat, et adaptent leurs politiques existantes de promotion de la science et de l'innovation pour appuyer la mise en œuvre de la ZLECAf.
19. Il faudrait qu'en matière de science et d'innovation, les gouvernements aident, par l'entremise des secteurs public et institutionnel, le secteur privé, par exemple par des exonérations fiscales. Il faudrait que les pays membres africains appuient financièrement des projets public-privé de technologies innovantes, y compris la recherche sur l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la production d'aliments, ainsi que le développement de technologies qui facilitent la mise au point d'engrais chimiques et de biocides, la lutte biologique contre les ravageurs et la mécanisation. L'investissement public dans les infrastructures et les institutions est essentiel pour appuyer l'innovation.
20. À leur niveau, les communautés économiques régionales sont encouragées à créer des fonds pour appuyer les centres d'excellence régionaux existants ou nouveaux spécialisés dans les domaines prioritaires de l'agriculture (sylviculture, pêche et production d'aliments), ainsi qu'à collaborer au niveau transfrontière en matière de recherche et d'innovation pour relever les défis communs. Ces fonds stimuleront les initiatives régionales, renforceront l'impact des initiatives nationales des membres desdites communautés et assureront une innovation durable plus large.

21. Il faudrait que les Membres africains créent un écosystème qui facilite l'innovation, en favorisant la mise en place de communautés du savoir et de l'innovation. Une collaboration entre des entités gouvernementales, des instituts de recherche et des entreprises privées pourra stimuler l'innovation. Il faudrait que les Membres mobilisent des fonds privés pour l'innovation en favorisant des marchés fonctionnels.
22. Pour que la science et l'innovation aident à mettre en œuvre la ZLECAf, il faut donner aux parties prenantes les moyens d'innover tout en créant et en appliquant des connaissances.

V. Mesure dans laquelle la FAO pourrait exploiter la science, la technologie et l'innovation pour accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture

23. Avec la FAO, les gouvernements aident les agriculteurs, les entreprises agroalimentaires et les acteurs non étatiques à promouvoir des systèmes agroalimentaires inclusifs et efficaces qui intègrent mieux les petits agriculteurs et les petites et moyennes entreprises agroalimentaires dans les chaînes de valeur. La FAO a, pour faciliter cette intégration, conçu des approches et des outils. Elle aide également à renforcer les capacités pour ce qui est de consolider la collaboration public-privé en ce qui concerne le développement de chaînes de valeur alimentaires durables, les achats publics d'aliments, les partenariats public-privé, la mise en place d'une agriculture contractuelle responsable et l'amélioration de l'accès des produits locaux aux marchés au moyen d'indications géographiques.
24. La Stratégie de la FAO pour la science et l'innovation oriente, aux niveaux national, régional et mondial, l'action menée pour appuyer la mise en œuvre de son Cadre stratégique 2022-2031 et, par conséquent, du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
25. Pour relever les redoutables défis de la transformation des systèmes agroalimentaires, en particulier en Afrique, il faut donner la priorité aux jeunes et aux femmes. Il faudrait que les solutions aux problèmes actuels s'appuient sur la science, la technologie et l'innovation et placent les jeunes et les femmes au cœur de la transformation agroalimentaire, en particulier pour ce qui est de la numérisation. Celle-ci transforme rapidement les économies du monde et les jeunes sont très influencés par les solutions et les services numériques. Cette numérisation est appelée à influencer le mode de fonctionnement des systèmes agroalimentaires. Cependant, le processus de transformation numérique s'opère inégalement des points de vue géographique et socioéconomique et, dans de nombreuses régions, les jeunes et les femmes ont un accès limité aux technologies de l'information et de la communication (TIC), y compris aux smartphones et à l'Internet. Pour corriger ces disparités et aider les jeunes et les femmes, il est urgent de rendre plus accessibles et de mieux faire connaître les innovations numériques. La FAO met l'accent sur la numérisation et l'innovation pour faire en sorte que les systèmes agroalimentaires soient attrayants pour les jeunes et les femmes et qu'ils possèdent les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour utiliser les nouvelles technologies dans l'agriculture. Par exemple, elle a développé, avec des partenaires, une gamme d'applications qui, installées sur des téléphones portables, des tablettes ou des ordinateurs, permettent aux jeunes agriculteurs de surveiller et d'améliorer leurs opérations, leurs ventes et leurs achats.
26. La FAO a produit un rapport sur les investissements mondiaux dans la recherche agricole pour encourager à accroître les investissements publics et faciliter la collaboration au moyen de réseaux et de plateformes. Elle aide également les pays en leur donnant accès à la littérature scientifique par le biais du Système international d'information pour les sciences et la technologie agricoles (AGRIS), des programmes de connaissances AGORA/Research4Life et de partenariats avec des instituts de recherche.

27. La FAO utilise des ressources et des outils internes tels que des espaces de codéveloppement, des incubateurs et des centres d'innovation pour encourager et aider les membres à innover. Elle encourage une recherche qui intègre à la fois la science traditionnelle et la science moderne, comme en témoigne sa publication sur les stratégies d'adaptation au climat des communautés et des populations autochtones.
28. La FAO partage des connaissances et des données factuelles par l'entremise de plateformes, de réseaux et de mécanismes tels que le Centre de connaissances sur le changement climatique et sa plateforme de données factuelles pour les systèmes agroalimentaires et la nutrition, ainsi que de réseaux techniques thématiques dans chaque région.
29. La FAO collabore avec le secrétariat de la ZLECAf dans le cadre d'un projet qui vise à promouvoir la sécurité alimentaire et l'agriculture dans les politiques commerciales nationales, à renforcer les capacités dudit secrétariat, à appuyer les microentreprises, les petites et moyennes entreprises et les commerçants transfrontières informels, et à mobiliser des ressources pour le développement industriel et le commerce intra-africain.
30. La ZLECAf, avec son vaste marché, offre des opportunités aux petits exploitants agricoles et aux entreprises de la chaîne de valeur agroalimentaire. La FAO s'appuie sur ses travaux antérieurs pour relever les nouveaux défis et met l'accent, pour assurer le succès de cette initiative, sur le développement des chaînes de valeur régionales en Afrique.

VI. Conclusion

31. Pour réaliser le plein potentiel de la ZLECAf, il faut changer de modèle d'activité, renforcer la science et l'innovation et mettre en place des politiques plus favorables. On peut avancer que la science et l'innovation promettent, dans ce contexte, de fournir des solutions mieux à même d'accroître la productivité et la compétitivité. Toutefois, il faut, pour accroître la productivité agricole, privilégier les 33 millions de petits exploitants et les millions de petits commerçants du continent qui jouent un rôle clé dans la production d'aliments, la création d'emplois et la promotion du commerce intra-africain. L'innovation est un moyen essentiel d'améliorer la productivité, l'efficacité et l'impact social, économique et environnemental du secteur agroalimentaire.
32. La mission collective de l'Afrique doit être de renforcer les capacités de recherche fondamentale et de développement, de libérer l'innovation, d'accroître la productivité et la compétitivité agricoles et de stimuler les échanges intra-africains dans le domaine de l'agriculture.